



Confédération paysanne



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Angers, le 10 juin 2026

Banquet du Canon français à Chemillé : le silence du maire interroge et inquiète

VISA 49 alerte publiquement sur l'absence totale de réponse du maire de Chemillé-en-Anjou à notre courrier du 7 mai 2026, dans lequel nous l'interpellions au sujet du banquet du Canon français, annoncé le 2 et 3 octobre prochain au Théâtre Foirail, équipement municipal.

Malgré la gravité du sujet, aucun retour, même minimal, ne nous a été adressé.

Un silence qui ne peut être anodin

Le maire de Chemillé-en-Anjou ne peut ignorer ce qui se cache derrière le Canon français :

- un réseau financé et soutenu par le milliardaire d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin,
- des événements ayant donné lieu à **des dérapages documentés** dans plusieurs villes de France,
- des polémiques et tensions récurrentes,
- des risques avérés **de troubles à l'ordre public**, comme l'ont montré les précédentes éditions.

Dans plusieurs communes, des élu·es ont pris leurs responsabilités en interdisant ces banquets. La maire de Quimper a même subi une campagne de haine orchestrées par l'extrême droite pour avoir protégé leur population.

Face à ces éléments connus de toutes et tous, **le silence du maire de Chemillé-en-Anjou constitue un signal politique préoccupant.**

Contact Presse : visa49@riseup.net



Confédération paysanne



VISA 49 dénonce cette absence de positionnement

Nous dénonçons fermement **cette non-réponse**, qui revient à laisser planer l'incertitude sur la tenue d'un événement dont les objectifs idéologiques sont parfaitement identifiés.

Refuser de répondre, **c'est laisser faire**.

Laisser faire, c'est laisser s'installer dans notre département des initiatives qui banalisent les idées d'extrême droite.

L'intersyndicale mobilisée : aucun banquet d'extrême droite dans le Maine-et-Loire

L'intersyndicale du Maine-et-Loire, engagée contre l'extrême droite, le racisme et toutes les formes de discrimination, annonce qu'elle **utilisera tous les moyens à sa disposition**, dans le cadre légal, pour empêcher que ce banquet puisse se tenir dans notre département.

Nous appelons l'ensemble des forces syndicales, associatives et citoyennes à se tenir prêtes à la mobilisation.